



Discours

de

**S.E. Dr. Nawaf Salam
Ambassadeur et Représentant permanent
du Liban auprès des Nations Unies**

**au
Conseil de Sécurité**

**« La situation au Moyen-Orient,
y compris la question palestinienne »**

New York, le 18 Octobre 2017

Vérifier à l'audition

*Permanent Mission of Lebanon to the United Nations
866 United Nations Plaza, Suite 531, New York, NY 10017*

M. le Président,

Depuis ma prise de fonction en 2007 en tant que Représentant permanent du Liban, combien de réunions de cette auguste instance ont été dédiées à la situation dans ma région? Combien de fois avons-nous tous été ici témoins d'une dégradation de la perspective d'une paix au Proche-Orient malgré tant de bonnes intentions, y compris les louables efforts de la France?

J'ai, assisté de près, M. le Président, et souvent avec indignation, à ces sentiments d'injustice et de déception grandissants, nourris par:

- trois guerres meurtrières à Gaza;
- une intensification sans précédent de l'occupation;
- une pléiade d'initiatives de pourparlers sans lendemain.

Tout cela et toujours avec, en filigrane, ces mémoires blessées qu'il semble de plus en plus difficile de guérir et qui nous entraînent dans une triste radicalisation des esprits.

Malgré cette réalité lugubre, il ne faut toutefois pas manquer de saluer l'accord de réconciliation palestinien survenu la semaine dernière et qui ranime, à juste titre, une certaine espérance. A cet égard, il convient aussi de remercier l'Egypte pour ses efforts soutenus de médiation.

Or, comment traduire cette espérance dans la réalité lorsque les autorités israéliennes poursuivent leur entreprise acharnée de colonisation ? Une colonisation illégale, faut-il encore le rappeler, au regard du droit international.

Notons seulement l'approbation par Israël de nouvelles constructions à Hebron, une première depuis 15 ans. Ceci devrait, sans plus tarder, être fermement condamné par votre Conseil, M. le Président.

Cette politique expansionniste, qui dure depuis plus d'un demi-siècle, peut être résumée par Ariel Sharon:

« Tout le monde doit se déplacer, courir et prendre autant de collines palestiniennes qu'ils peuvent pour élargir les colonies israéliennes parce que tout ce que nous saisissons maintenant restera notre propriété... Tout ce que nous ne prendrons pas leur reviendra. »

Nul besoin de répéter, M. le Président, que tant que le Conseil de Sécurité demeurera prisonnier de son impuissance à mettre fin à ces actes de flagrantes violations, on s'éloignera chaque jour un peu plus de la solution à deux Etats, dans le mépris le plus total des résolutions pertinentes adoptées par cette honorable instance.

Avant de me tourner vers le Liban, j'aimerais, en ces moments difficiles, m'adresser au peuple meurtri de Palestine, pour lui rappeler, sous votre contrôle, M. le Président, les mots suivants du General de Gaulle: *« Au bout de nos peines, il y a la plus grande gloire du monde: celle des hommes qui n'ont pas cédé. »*

M. le Président,

Au Liban, mon gouvernement reste fermement attaché à la mise en œuvre de de la résolution 1701 dans sa totalité.

A cet égard, la FINUL a démontré qu'elle menait à bien son épineuse mission, et nous lui renouvelons toute notre confiance.

Elle est d'autant plus utile que le contexte reste délicat. En effet, pas un jour ne passe sans qu'Israël ne viole la souveraineté de mon pays ou que ses dirigeants ne l'accablent de menaces incessantes, contrevenant ainsi directement aux dispositions de la résolution 1701. Je tiens à rappeler que ces violations et ces menaces répétées ont été dûment répertoriées dans des lettres adressées par la Mission du Liban à ce Conseil.

Il est grand temps, M. le Président, que le Conseil soit à la hauteur de la lourde tâche qui est la sienne, et fasse prévaloir les règles et principes du droit international en prenant ses dispositions afin de faire cesser de tels actes.

Ne pourriez-vous pas au moins condamner sans tarder, les propos inqualifiables de Naftali Bennet, le ministre israélien de l'éducation qui, après avoir menacé de renvoyer le Liban au moyen-âge, menace à nouveau aujourd'hui même d'attaquer, « *les infrastructures, l'aéroport international et les établissements gouvernementaux* » de mon pays.

M. le Président,

Cela fait maintenant plus de dix années consécutives que l'Assemblée Générale adopte, à une majorité écrasante, une résolution demandant à Israël d'assumer sa responsabilité et de dédommager mon pays pour la marée noire qu'elle a causée en 2006, suite au bombardement de la centrale électrique de Jiyeh.

Mon pays a été lésé et on ne peut maintenir la paix et la sécurité si les Etats ne sont pas tenus responsables des dommages qu'ils causent.

C'est dans cet esprit que nous appelons à nouveau le Conseil à agir sans plus attendre pour contraindre Israël de s'acquitter enfin de ses responsabilités.

M. le Président,

Au sujet de la Syrie, le Liban salue la réduction significative de la violence depuis la signature du Mémorandum sur la création des zones de désescalades en Mai dernier à Astana. Nous soutenons les efforts des co-parrains de ce processus afin de maintenir le cessez-le-feu, et de faciliter l'accès humanitaire dans l'ensemble de la Syrie.

La communauté internationale doit également consolider ces progrès accomplis sur le terrain, et appuyer les efforts de l'Envoyé Spécial M. Staffan de Mistura en vue de relancer les négociations de Genève, afin de parvenir à une solution politique de cette crise, fondée sur les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité; une solution qui doit tenir compte des aspirations du peuple Syrien à vivre dans la paix et la dignité, dans un pays souverain et unifié, et qui ouvrira la voie à un processus de reconstruction viable, et

au retour dans leurs foyers, de millions de réfugiés et de personnes déplacés à l'intérieur de leurs pays.

Au moment de clore ce qui pourrait être ma dernière intervention en tant que Représentant Permanent du Liban devant cette auguste instance, je ne peux que souhaiter, que ce Conseil assume enfin et sans tarder ses responsabilités, confinées dans la Charte, et qui nous ouvrira une vraie perspective de paix juste et durable.